

● (1740)

Il est très rare que les questions deviennent aussi claires dans l'élaboration d'une politique économique—et que des décisions puissent être prises de façon aussi nette dans un sens ou dans l'autre. Nous en avons pourtant présentement l'occasion. Nous nous trouvons à la croisée des chemins en ce sens que le gouvernement s'est cru obligé d'adopter des taux d'intérêt élevés pour soutenir le dollar. Certaines personnes qui font autorité dans ce domaine ont estimé que nous pourrions y arriver sans subir les coûts de taux d'intérêt élevés. Il conviendrait d'étudier cette proposition.

On a fait beaucoup de battage sur le fait que la chute de notre dollar a permis d'accroître nos exportations, ce qui est naturellement indéniable. Mais la question fondamentale de savoir si notre dollar à 83c. nous a vraiment beaucoup plus servi qu'un dollar à 90c. n'a pas encore reçu de réponse et c'est pourtant là une autre question très importante. Nos exportations augmenteraient-elles encore davantage si notre dollar était coté à 70c.? Le choix à faire est celui qui se situe entre la poussée inflationniste résultant d'une dépréciation et les gains qui peuvent être tirés de cette dépréciation au niveau de nos échanges. Il est évident que si la chute du dollar de 90c. à 83c. n'a que faiblement stimulé nos exportations, le jeu n'en vaut pas la chandelle, parce qu'une telle dépréciation devient génératrice d'une inflation trop prononcée. Il doit exister une juste parité à laquelle notre dollar doit pouvoir être défendu grâce à une politique monétaire et fiscale appropriée. Nous devons la déterminer et c'est la raison pour laquelle nous devons renvoyer cette question à un comité et tenir le débat qui s'impose.

**Des voix:** Bravo!

**M. Alan Martin (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, la motion présentée à la Chambre aujourd'hui par le chef de l'opposition (M. Clark) devrait peut-être porter le sous-titre de «Demande en vue de lancer une nouvelle expédition de pêche». Je crois que nous savons tous que les conservateurs ont lancé suffisamment d'expéditions de pêche sur cette question au cours des derniers mois et qu'ils sont toujours rentrés bredouilles.

Le ministre des Finances (M. Chrétien) ainsi que le gouverneur de la Banque du Canada ont tous deux comparu devant le comité permanent des finances, du commerce et des affaires économiques chaque fois qu'ils ont été convoqués par le comité ainsi que par le comité de direction. L'opposition officielle a essayé d'en faire toute une histoire en insinuant qu'il y avait eu certaines résistances ou objections à l'idée de faire comparaître le gouverneur de la Banque du Canada devant ce comité. Cela n'a jamais été le cas. Aussitôt que le comité de direction en a fait la demande la semaine dernière, on a pris des arrangements dans les 24 heures pour faire comparaître le gouverneur de la Banque du Canada. Quand le député de Don Valley (M. Gillies) prétend qu'il n'y a pas eu de témoignage valable devant ce comité, je pense qu'il faut répéter ce qu'a dit le gouverneur de la Banque du Canada.

J'ajouterais que les cinq critiques financiers de l'opposition étaient présents ce jour-là. C'était une grande occasion. C'était la première fois que les cinq critiques se présentaient ensemble à la même réunion.

**M. Alexander:** Nous en avons cinq; vous n'en avez aucun.

**M. Martin:** La diversité fait parfois la force, je suppose. Ils forment le «club de la variété».

### *Le dollar canadien*

Je pense que le gouverneur de la Banque du Canada a fait certaines déclarations très importantes ce jour-là. J'aimerais citer une ou deux phrases de son préambule:

La forte dépréciation du dollar canadien ainsi qu'un meilleur contrôle jusqu'ici des prix au Canada nous ont permis de redevenir compétitifs, du moins pour le moment.

Je pense que c'était là une déclaration importante, qui constitue pour le moins une approbation des politiques gouvernementales établies.

**Une voix:** Lisez le reste.

**M. Martin:** Je n'ai pas le temps de tout lire. Le député était là. C'est l'un des critiques financiers. Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) fait partie du club de la variété.

Ce jour-là, le gouverneur de la Banque du Canada a aussi déclaré:

... plus d'exportations, plus de produits pour remplacer les importations, un déficit moins important du compte courant, une moins grande dépendance du capital étranger, une plus forte production, un plus grand nombre d'emplois et même un accroissement des revenus et une réduction des déficits gouvernementaux que si la situation avait été différente. Je ne puis imaginer une meilleure façon de relancer notre économie.

Il ne s'agit pas là d'une déclaration du gouvernement lui-même mais des propos du gouverneur de la Banque du Canada devant le comité la semaine dernière.

Je pourrais poursuivre indéfiniment, monsieur l'Orateur. Le député de Saint-Jean-Ouest aimerait que je lise toute la déclaration du gouverneur, mais je pense que cela ne servirait qu'à réfuter encore plus tous les arguments que les députés de l'opposition pourraient vouloir présenter au cours de ce débat. Je cite simplement un ou deux passages. Il a dit:

Inversement, affirmer que la politique monétaire aurait dû chercher à enrayer la baisse du dollar avant qu'il n'arrive à ce niveau, c'est dire qu'il aurait fallu relever beaucoup plus haut et beaucoup plus rapidement les taux d'intérêt.

Je ne sais pas si le député de Don Valley et les autres membres de son club désirent relever encore les taux d'intérêt, mais le gouverneur de la Banque du Canada a bien fait voir que pour empêcher artificiellement le dollar de baisser encore s'il en a l'envie, il faudrait des taux d'intérêt beaucoup plus élevés que ceux que nous avons en ce moment.

Le gouverneur a dit également:

Mais ce serait une erreur de supposer qu'une politique d'inaction n'aurait pas d'effet plus sérieux sur les attentes, car elle répandrait l'impression que les autorités se désintéressent du taux de change et cela ne pourrait que faire naître l'inquiétude et la crainte.

Et quelques lignes plus bas, il disait:

J'ajoute que ce point de vue est également celui des autorités des autres pays, après l'expérience qu'ils ont acquise ces dernières années.

Cela fait voir ce que le gouverneur de la Banque du Canada propose. Les politiques gouvernementales vont exactement dans le même sens, et l'expérience des autres pays industrialisés placés devant les mêmes problèmes montre que c'est ce qu'il faut faire.

Je passe à un argument invoqué par le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) qui continue d'affirmer devant la population canadienne ce qu'il a dit devant ce comité, en insinuant que chaque fois que nous empruntons pour augmenter nos réserves de change il y a une perte nette pour le contribuable. Ce n'est pas exact. Souvent, lorsque nous empruntons pour acheter des devises, cet argent peut être placé et même, dans certains cas, rapporter plus que ce qu'il nous coûte en intérêt. Le gouverneur de la Banque du Canada a abordé ce point lorsqu'il disait: